

NON AUX COUPES BUDGÉTAIRES



PRÉSERVONS LES SALAIRES ET LES SERVICES PUBLICS

Alors que les services de santé, les écoles, les transports publics, les services sociaux, les administrations sont d'une importance capitale en période de crise économique et sociale, le Conseil d'Etat propose un budget d'austérité pour Genève. Il prévoit notamment des baisses sans précédent des salaires du personnel des services publics et du secteur subventionné, au moment où il est important de soutenir la consommation de ce qui est durable et local. Nous, associations, citoyen-ne-s, partis et syndicats refusons que le bien commun que sont les services publics soit sacrifié et privé des financements dont il a besoin pour répondre aux besoins de la population et à l'urgence climatique. A l'heure de la crise sociale, sanitaire et environnementale, l'urgence est aussi au renforcement des services publics !

DES ATTAQUES SANS PRÉCÉDENT CONTRE LES SALAIRES

Le Conseil d'Etat prévoit dans son budget 2021 et son plan financier des mesures historiques portant gravement atteinte aux conditions de travail du personnel de la fonction publique et du secteur subventionné :

- Baisse de 1% des salaires;
- Hausse de la part salariale des cotisations LPP (ce qui représente une baisse des salaires nets de 2.35 à 3.25%);
- Blocage des annuités en 2021 et 2023 ;
- Suspension de l'indexation des salaires pendant quatre ans.

Cumulées, ces mesures pourraient entraîner une baisse de près de 10% des revenus du personnel d'ici 2024 !

APRÈS LES APPLAUDISSEMENTS, LA SANCTION

Pendant le semi-confinement, les employé-e-s des services publics et du secteur subventionné ont assuré les prestations essentielles à la population, notamment dans le domaine des soins, de l'éducation, des services sociaux, parfois au péril de leur propre santé. Pour les remercier, le Conseil d'Etat ne trouve rien de mieux que de baisser leurs salaires ! A Genève, ce sont plus de 50'000 personnes qui sont directement concernées par ces baisses de salaire. Il s'agit des employé-e-s de la fonction publique et du « Grand Etat » (HUG, TPG, EMS, IMAD...).

NON AUX COUPES BUDGÉTAIRES



PRÉSERVONS LES SALAIRES ET LES SERVICES PUBLICS

Alors que les services de santé, les écoles, les transports publics, les services sociaux, les administrations sont d'une importance capitale en période de crise économique et sociale, le Conseil d'Etat propose un budget d'austérité pour Genève. Il prévoit notamment des baisses sans précédent des salaires du personnel des services publics et du secteur subventionné, au moment où il est important de soutenir la consommation de ce qui est durable et local. Nous, associations, citoyen-ne-s, partis et syndicats refusons que le bien commun que sont les services publics soit sacrifié et privé des financements dont il a besoin pour répondre aux besoins de la population et à l'urgence climatique. A l'heure de la crise sociale, sanitaire et environnementale, l'urgence est aussi au renforcement des services publics !

DES ATTAQUES SANS PRÉCÉDENT CONTRE LES SALAIRES

Le Conseil d'Etat prévoit dans son budget 2021 et son plan financier des mesures historiques portant gravement atteinte aux conditions de travail du personnel de la fonction publique et du secteur subventionné :

- Baisse de 1% des salaires;
- Hausse de la part salariale des cotisations LPP (ce qui représente une baisse des salaires nets de 2.35 à 3.25%);
- Blocage des annuités en 2021 et 2023 ;
- Suspension de l'indexation des salaires pendant quatre ans.

Cumulées, ces mesures pourraient entraîner une baisse de près de 10% des revenus du personnel d'ici 2024 !

APRÈS LES APPLAUDISSEMENTS, LA SANCTION

Pendant le semi-confinement, les employé-e-s des services publics et du secteur subventionné ont assuré les prestations essentielles à la population, notamment dans le domaine des soins, de l'éducation, des services sociaux, parfois au péril de leur propre santé. Pour les remercier, le Conseil d'Etat ne trouve rien de mieux que de baisser leurs salaires ! A Genève, ce sont plus de 50'000 personnes qui sont directement concernées par ces baisses de salaire. Il s'agit des employé-e-s de la fonction publique et du « Grand Etat » (HUG, TPG, EMS, IMAD...).

AUCUNE RÉPONSE À LA CRISE CLIMATIQUE ET SOCIALE HISTORIQUE

Le budget du Conseil d'Etat ne répond pas aux besoins de la population qui explosent à l'heure de la crise. Alors que les inégalités sont appelées à se creuser davantage – dans le canton le plus inégalitaire de Suisse – l'Etat doit renforcer son rôle de redistribution des richesses en renforçant les services publics et les prestations sociales. A rebours de la politique d'austérité du Conseil d'Etat, nous exigeons un véritable plan de sortie de crise, mettant au centre non seulement la défense de l'emploi et des salaires, mais également l'urgence climatique et la crise environnementale.

POURQUOI SE MOBILISER ?

Ce n'est qu'en manifestant massivement notre colère et notre désaccord que nous pourrions faire entendre raison au Conseil d'Etat et à la majorité de droite. Rappelons que la mobilisation et les grèves de 2015 avaient mis en échec la politique antisociale du gouvernement.

UNE MENACE POUR L'ENSEMBLE DES SALARIÉ·E·S

La baisse massive des salaires du personnel de l'Etat aurait également des conséquences dangereuses pour les salarié·e·s du privé ! En réduisant les salaires de ses employé·e·s, l'Etat donnerait un signal désastreux à tous les acteurs économiques de la région et ouvrirait la voie à une dégradation généralisée des conditions de travail, et la perte d'un pouvoir d'achat local, au moment où il est important de soutenir l'économie genevoise par la relocalisation et les circuits courts.

NOUS AVONS LES MOYENS D'UNE AUTRE POLITIQUE

Le Conseil d'Etat ne demande aucun effort de solidarité supplémentaire à celles et ceux qui en ont les moyens: les très hauts revenus, les grandes fortunes et les entreprises qui font des bénéfices. Dans une logique de solidarité, leurs impôts devraient être temporairement augmentés afin de répondre aux besoins accrus liés à la crise et aux nécessités nées de l'urgence climatique. C'est l'inverse qu'a choisi le Conseil d'Etat en proposant une baisse de 15% de l'impôt sur la fortune !

AUCUNE RÉPONSE À LA CRISE CLIMATIQUE ET SOCIALE HISTORIQUE

Le budget du Conseil d'Etat ne répond pas aux besoins de la population qui explosent à l'heure de la crise. Alors que les inégalités sont appelées à se creuser davantage – dans le canton le plus inégalitaire de Suisse – l'Etat doit renforcer son rôle de redistribution des richesses en renforçant les services publics et les prestations sociales. A rebours de la politique d'austérité du Conseil d'Etat, nous exigeons un véritable plan de sortie de crise, mettant au centre non seulement la défense de l'emploi et des salaires, mais également l'urgence climatique et la crise environnementale.

POURQUOI SE MOBILISER ?

Ce n'est qu'en manifestant massivement notre colère et notre désaccord que nous pourrions faire entendre raison au Conseil d'Etat et à la majorité de droite. Rappelons que la mobilisation et les grèves de 2015 avaient mis en échec la politique antisociale du gouvernement.

UNE MENACE POUR L'ENSEMBLE DES SALARIÉ·E·S

La baisse massive des salaires du personnel de l'Etat aurait également des conséquences dangereuses pour les salarié·e·s du privé ! En réduisant les salaires de ses employé·e·s, l'Etat donnerait un signal désastreux à tous les acteurs économiques de la région et ouvrirait la voie à une dégradation généralisée des conditions de travail, et la perte d'un pouvoir d'achat local, au moment où il est important de soutenir l'économie genevoise par la relocalisation et les circuits courts.

NOUS AVONS LES MOYENS D'UNE AUTRE POLITIQUE

Le Conseil d'Etat ne demande aucun effort de solidarité supplémentaire à celles et ceux qui en ont les moyens: les très hauts revenus, les grandes fortunes et les entreprises qui font des bénéfices. Dans une logique de solidarité, leurs impôts devraient être temporairement augmentés afin de répondre aux besoins accrus liés à la crise et aux nécessités nées de l'urgence climatique. C'est l'inverse qu'a choisi le Conseil d'Etat en proposant une baisse de 15% de l'impôt sur la fortune !

Soutenons le personnel des services publics et du secteur subventionné!

MANIFESTATION

Judi 15 octobre dès 15h30 à la Place Neuve
départ du cortège à 16h30 - prenez votre masque

Association de défense des chômeurs, Association de Lutte contre les Injustices sociales et la Précarité (ALCIP), AVIVO, Cartel Intersyndical, Collectif genevois pour la Grève féministe, CGAS, Ensemble à Gauche, Collectif grève 15 mai pour la justice sociale et climatique, Urgence Convergences, Jeunesse Solidaire, Grève du Climat - Genève, solidaritéS, Parti socialiste, SEV, SIT, SSP, Unia, les Vert-e-s

Soutenons le personnel des services publics et du secteur subventionné!

MANIFESTATION

Judi 15 octobre dès 15h30 à la Place Neuve
départ du cortège à 16h30 - prenez votre masque

Association de défense des chômeurs, Association de Lutte contre les Injustices sociales et la Précarité (ALCIP), AVIVO, Cartel Intersyndical, Collectif genevois pour la Grève féministe, CGAS, Ensemble à Gauche, Collectif grève 15 mai pour la justice sociale et climatique, Urgence Convergences, Jeunesse Solidaire, Grève du Climat - Genève, solidaritéS, Parti socialiste, SEV, SIT, SSP, Unia, les Vert-e-s